

## DANS L'ACTUALITE du 18 au 20 mars 2014

## **Textes officiels**

JORF n° 0067 du 20 mars 2014

Correction d'erreurs matérielles dans les décrets délimitant les cantons de divers départements

Décret n° 2014-351 du 19 mars 2014 portant correction d'erreurs matérielles dans les décrets délimitant les cantons de divers départements

JORF n° 0065 du 18 mars 2014

Entrée en vigueur de la loi sur la consommation

Loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation (1)

Décision n° 2014-690 DC du 13 mars 2014

## Jurisprudence

Associations et intérêt pour agir contre un acte

CE 17 mars 2014 association des consommateurs de la Fontaulière, req. n° 354596

Sans caractère onéreux, il n'y a pas de marché public

CE 7 mars 2014 centre hospitalier universitaire - Hôpitaux de Rouen, reg. n° 372897

Lettre de la justice administrative n°34

La nouvelle Lettre de la justice administrative est parue.

Vu par ailleurs

Contrat public

Le Parlement européen adopte la directive sur la facturation électronique dans les marchés

publics

Les instances européennes sonnent le glas de la facture papier dans les relations avec

l'administration à l'horizon 2020.

Source: le Moniteur du 19/03/2014

Délais de paiement : le Conseil constitutionnel censure en partie le système d'amendes de la

loi Consommation

La loi Consommation a été publiée au Journal Officiel du 18 mars, caviardée, après son

passage devant le Conseil constitutionnel, de quelques dispositions concernant les sanctions

relatives à la réglementation en matière de délais de paiement.

Source: le Moniteur du 18/03/2014

Nouveau TGI de Paris : un PPP toujours en question...

L'affaire du recours contre le PPP lié au déménagement du TGI de Paris a été réexaminée le 14 mars par la CAA de Paris. Le rapporteur public a estimé que l'association requérante

justifie d'un intérêt pour agir. Celle-ci pourrait alors saisir le Conseil d'Etat. Il a en revanche considéré que le projet remplit toutes les conditions exigées pour recourir à un contrat de

partenariat.

Source: localtis.info du 18/03/2014

Le Conseil d'Etat confirme l'annulation du marché du chauffage urbain du Grand Lyon

Le conseil d'Etat a confirmé la décision du tribunal administratif de Lyon qui, le 21 octobre 2013, avait annulé l'attribution du marché du chauffage urbain du Grand Lyon au

groupement Dalkia/Véolia-Idex-Caisse des Dépôts.

Source: la gazette des communes du 18/03/2014

2

Urbanisme

«Le label Écoquartier se dirige vers sa phase de maturité»

En septembre 2013, Cécile Duflot, ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, dévoilait les opérations lauréates du label national Écoquartier. Début février 2014, ce même ministère annonçait le lancement de la deuxième vague de labellisation. Comment se comporte la labellisation des écoquartiers en France depuis leur lancement, en 2009 ? Le concept d'écoquartier n'est-il pas déjà suranné ? Entretien avec Franck Faucheux, chef du bureau de l'aménagement opérationnel durable du ministère.

Source: la gazette des communes du 19/03/2014

Démarrage des travaux du premier contrat de conception-réalisation-exploitationmaintenance en logement social en France

Bouygues Bâtiment Ile-de-France réalisera trois bâtiments de 122 logements à Achères (78). Cogemex, filiale de Bouygues Bâtiment Ile-de-France et de Bouygues Energies & Services, assurera la maintenance pendant quatre années. Le chantier devrait prendre fin au premier semestre 2017.

Source: le Moniteur du 19/03/2014

Logement : Cécile Duflot dévoile les premières mesures d'«Objectifs 500 000»

En exclusivité pour Le Moniteur et lemoniteur.fr, la ministre du logement détaille la première salve de mesures issues de la concertation «Objectifs 500 000» menée depuis novembre 2013 avec les professionnels. Au programme : des suppressions et des allègements de règles existantes, un nouveau cadre d'élaboration des normes de construction, le déploiement de la maquette numérique, de nouveaux objectifs pour le CSTB...

Source: le Moniteur du 18/03/2014

Environnement / Energie

Consultation citoyenne sur la Stratégie nationale de la transition écologique vers un

développement durable 2014-2020 : donnez votre avis

La transition écologique, un impératif pour l'économie et la société.

Source: developpement-gouv.fr du 20/03/2014

Certificat de projet et autorisation unique pour les ICPE : deux ordonnances en Conseil des

ministres

Philippe Martin a présenté ce 19 mars en Conseil des ministres deux ordonnances visant à

expérimenter à partir de début avril des procédures de simplification d'autorisations dans le

domaine de l'environnement.

Conseil des ministres du 19/03/2014

Source: localtis.info du 19/03/2014

Projet de loi transition énergétique : ré-articuler le cadrage tout en rénovant la gouvernance

Le gouvernement pourrait bien surprendre avec le calendrier du projet de loi de programmation sur la transition énergétique, qui a souvent fait se gausser les uns et les autres. Les textes qui devaient être présentés mercredi 19 mars lors d'une nouvelle réunion ce devrait être la dernière – de la commission spécialisée du CNTE montrent que les contours

du texte sont bien affinés. Mais, pour l'instant, le sujet le plus délicat – la réduction de la part

du nucléaire – est laissé de côté. Jusqu'à après les municipales...

Source: le Moniteur du 19/03/2014

4

Collectivité territoriale

Loi Consommation : quelles avancées pour les collectivités ?

La loi Consommation permettra de redistribuer "1,5 milliard d'euros de pouvoir d'achat aux Français", a assuré le ministre de l'Economie, mercredi 19 mars. Au-delà des nouveaux droits pour les consommateurs, la loi permettra aux collectivités de mieux protéger leur nom. Par ailleurs, la nouvelle tarification au quart d'heure dans les parkings va conduire à la renégociation de 1.500 contrats avec les collectivités.

Source : localtis.info du 19/03/2014

Les quartiers prioritaires en avril, les quartiers Anru à l'automne, les contrats de ville début 2015

François Lamy a réuni, le 17 mars, 700 agents de l'administration territoriale d'Etat pour les mobiliser face aux grandes échéances de la réforme de la politique de la ville telle qu'elle est posée dans la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine promulguée le 21 février dernier (voir notre article du 18 mars 2014).

Source: localtis.info du 19/03/2014

Tout sur la loi Lamy

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine introduit trois grands changements : la notion de quartiers prioritaires, qui seuls percevront les subventions de l'Etat au titre de la politique de la ville ; le contrat de ville, qui engage l'Etat et les collectivités ; la coconstruction, qui ouvre aux habitants la porte des projets. Elle lance également le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et fixe à 5 milliards d'euros la contribution de l'Etat.

Source: localtis.info du 18/03/2014

## Presse

Transition énergétique: les premiers détails du projet de loi du gouvernement

La commission spécialisée du Conseil national de la transition énergétique se réunit jeudi. Le ministère de l'Energie propose une réforme des mécanismes de soutien aux énergies renouvelables.

Source: les Echos du 20/03/2014

Intermarché se lance à l'assaut des grandes villes

C'est le plus grand réseau de commerçants indépendants en France. Fort de plus de 1.800 supermarchés, il était pourtant absent des grandes villes.

Source: les Echos du 20/03/2014

Environnement : les projets phares des candidats parisiens

A l'exception notable du Front National qui veut redonner à la voiture toute sa place dans la ville, les candidats à la mairie de Paris promettent une capitale plus durable, plus douce, plus verte. Voici les projets les plus emblématiques.

Source : le Monde du 19/03/2014